

L'ÉCONOMIE FÉTICHISTE CAPITALISTE PROVOQUE SES CRISES SYSTÉMIQUES. FORMULE DE LA CRISE. CRITIQUE RADICALE DU MARGINALISME, "KEYNÉSIEEN" OU "NÉO-LIBÉRAL".

Sommaire :

1° Profit et plus-value

2° Approfondissements post-lukàcsiens : capital productif, capital fictif

2°. 1. Les mécanismes de la crise

2°. 2. Formule de la circulation du capital fictif dans l'économie dite « réelle »

3° Le délire consistant à vouloir « préserver » l'économie dite « réelle »

Note : à propos de la baisse tendancielle du taux de profit « réel »

1° Profit et plus-value

Lukàcs souligne que le problème méthodologique de l'économie consiste en la dissolution des formes fétichistes et réifiées en processus qui se déroulent entre hommes et s'objectivent en relations interhumaines concrètes, c'est-à-dire en la déduction des formes fétichistes à partir des formes humaines et primaires de relation. Les hommes objectivent les conditions de la circulation et de la production des biens, de telle sorte qu'elles paraissent bénéficier d'une autonomie indépassable, obéissant à une législation spécifique ; face à cet automouvement des choses valorisées et échangées, il semble que les hommes doivent s'adapter, avec leur subjectivité, à un donné préexistant, comme s'ils s'adaptaient à une « seconde nature » radicalement étrangère et autosuffisante. Mais sous cette apparence, ce sont bien des relations humaines concrètes qui ont lieu, soumises en tant que telles à un devenir historique et social déterminé, dans la mesure où c'est encore l'humain qui est la mesure des choses qu'il "valorise", même s'il l'ignore (*il le fait sans le savoir*). La tâche d'une philosophie de l'économie, qui est nécessairement une *critique* de l'économie, est donc de reconnaître ces relations qui sont à la source des catégories abstraites, chosifiées, du capitalisme.

Pour donner un exemple, nous pouvons noter que le capitaliste développe la notion de profit. Dans le profit, la différence entre le capital variable et le capital constant n'est pas faite. Tous les frais sont ramenés à la catégorie générale des coûts de production, si bien que la plus-value apparaît comme produite par l'ensemble des valeurs avancées, par le capital lui-même (et le capitaliste se focalisera même, absurdement, sur une portion « morte », objective, du capital constant, à savoir le capital fixe, alors que la machine est « incapable » de produire plus de valeur qu'elle n'en coûte, mais épuise au contraire toute sa valeur dans son usage, sans rien « créer » en terme de valeur supplémentaire).

L'illusion du profit est ainsi un bon exemple de l'illusion d'un rapport entre des pures choses dans le mouvement de la valeur. Mais sitôt que l'on développe le concept authentique de plus-value, on découvre que celui-ci fait référence à son origine véritable, à savoir le

surtravail (la distinction entre capital variable et capital constant, ici, est faite). Le profit n'est qu'une forme d'attribution de la plus-value au capital, une forme illusoire, car elle substitue un pseudo-objet, le système capitaliste lui-même, au sujet réel qui est toujours l'individu au travail. La plus-value en tant que telle est le dépassement critique de cette forme illusoire. A partir de cet exemple, il apparaît que les individus prolétariés ou réifiés dans la production, devenus plus conscients de leur situation, pourraient accéder à la saisie de formes « défétichisantes » et fluidifiantes telles que la plus-value, car ce sont eux qui peuvent reconnaître, éventuellement, que le travail vivant, précisément, est à la source de l'accroissement de la valeur, c'est-à-dire de son maintien dans la circulation. Leur condition même les incite à reconnaître que, par-delà l'objectivation de leur être, c'est une certaine forme concrète de socialité leur appartenant qui rend possible l'actualisation des catégories prétendument éternelles et naturelles de l'économie.

Les individus assignés à la production de valeur, par ailleurs, qui accèdent potentiellement à la « vérité » de la plus-value, qui sera la source d'une création « réelle » de valeur, accèdent au principe autodestructeur du capitalisme : dans leur notion confuse de profit, les capitalistes, en effet, ne voient pas, comme on l'a dit, que le dit « capital fixe » (instruments techniques automatisés, machines) n'augmente pas la valeur investie, et le surdéveloppement de ce capital fixe, qu'ils favorisent, est une façon pour eux de détruire tendanciellement leur propre système sans le savoir. Les individus réifiés dans la production, qui saisissent leur activité comme principe de l'augmentation de la valeur, accèdent tendanciellement au sens de cette contradiction interne du capitalisme, et, se sachant à la fois indispensables et superflus, pour un système contradictoirement dirigé par une classe bourgeoise inconsciente, ils pourraient éventuellement utiliser cette contradiction à leur avantage.

2° Approfondissements post-lukàsiens : capital productif, capital fictif

2° 1. Les mécanismes de la crise

Concernant cette question d'une dévalorisation asymptotique de la valeur « réelle » au sein du capitalisme morbide, dévalorisation fondée sur une contradiction entre travail mort et travail vivant, entre valeur solidifiée et force créatrice de valeur, contradiction développée et aggravée après la « troisième révolution industrielle », nous pouvons aborder brièvement une question assez centrale.

A savoir celle du rôle de la finance, ou du « capital fictif » dans un tel procès de dévalorisation de la valeur, c'est-à-dire dans le contexte d'un capitalisme toujours en crise. Ceci nous permettra d'approfondir cette idée lukàsienne d'une conscience de soi des individus réifiés par l'ordre de la valeur, qui serait potentiellement la conscience de soi *réelle* de la société marchande, sous un angle qu'il n'a pas abordé lui-même.

Nous nous éloignerons ici beaucoup de Lukàcs : nous considérerons donc des questions très contemporaines, mais aussi des questions très archaïques, dans la mesure où cette question d'une valeur « réelle » qui serait « menacée » par une valeur « fictive » renvoie aussi à une violence originaire, symbolique et réelle, éminente.

Faisons un peu d'analyse critique de l'économie politique.

Dans un contexte de dévalorisation de la valeur « réelle », la circulation fluide et continue de la valeur découlant de l'exploitation de la force de travail par le capital productif

(A-M-A', A'-M-A'', etc.) est de plus en plus compromise, car l'élément qui « crée » de la valeur en tant qu'il permet son accroissement, son augmentation, sa croissance, parmi les facteurs de production (qui sont matières premières, instruments, force de travail, c'est-à-dire la lettre **M** dans notre formule de la circulation), cet élément vivant et subjectif qui, en étant exploité, produit plus de valeur qu'il n'en coûte, à savoir le travail vivant lui-même, sera de moins en moins mobilisé, relativement à l'instrumentation technique et automatique massivement mobilisée, et remplaçant toujours plus de travailleurs. Cette situation, favorisant tendanciellement, aujourd'hui par exemple, un chômage de masse, une crise des salaires, une baisse du pouvoir d'achat d'une grande majorité de prolétaires, des législations politiques nationales ou transnationales austéritaires, favorisera aussi des conflits entre classes plus durs, des grèves, des revendications syndicales, des mouvements sociaux divers, qui fragiliseront encore plus ce procès de valorisation, et qui rendront les structures d'encadrement encore plus autoritaires, etc., indéfiniment, au sein d'une spirale désastreuse (du moins tant que les luttes sociales ne débouchent pas sur des formes plus radicales d'autonomisation réelle, et se diffusent largement, à l'égard de la structure marchande).

Mais entrons de façon plus précise et plus complexe dans la compréhension de ce processus de dévalorisation, qui concerne directement les rapports entre capital fictif et capital productif, tel qu'il se manifeste aussi, éminemment, et de façon destructrice, au sein de notre modernité tardive. Pour ce faire, référons nous à un ouvrage de référence sur la question, celui de Trenkle et Lohoff (*Wertkritik*) intitulé précisément *La grande dévalorisation*.

Voyons en particulier ce que dit Lohoff, dans la troisième partie de cet ouvrage, en ce qui concerne la crise des années 1970 :

« Dans les années 1970, le système de valorisation de la valeur fut pris dans une crise, et si ses conséquences manifestes immédiates demeurèrent nettement moins graves que celles de la grande crise économique mondiale, elles n'en présentèrent pas moins, du point de vue structurel, un caractère bien plus menaçant que celle-ci (...). Le développement accéléré des forces productives déclencha un procès qui mina progressivement et de manière irréversible les fondations du système de la valorisation de la valeur. Puisque le côté processus innovants du développement des forces productives avait pris le dessus sur le côté produits innovants, et que l'éviction du travail vivant dans les branches établies de fabrication de marchandises fut beaucoup plus forte que la réabsorption de travail vivant dans les nouveaux champs apparus de production de marchandises, la quantité de force de travail exploitée de manière productive – au sens de la valorisation du capital – diminua, et la production de valeur réelle commença de la sorte à se contracter. Dans le contexte du mode de production fordiste, il ne fut pas possible d'empêcher le rétrécissement de la base de la valorisation. Les conséquences de ce procès fondamental allaient bientôt se faire lourdement sentir du côté des acteurs économiques.

Pour commencer, les conditions de valorisation des capitaux en fonction se détériorèrent rapidement à la suite de l'élimination croissante de travail vivant. Des possibilités d'investissements rentables leur firent de plus en plus défaut. Au niveau de la société entière, ceci s'exprima dans une baisse sensible des taux de croissance. Dans les années 1960, les années « argentées », ceux-ci n'avaient certes plus égalé les niveaux records des années « dorées », les années 1950, mais ils atteignaient encore des hauteurs considérables. C'en fut dès lors fini. Entre 1960 et 1973, la valeur monétaire de la production industrielle s'accrut encore, dans les pays de l'OCDE, après correction de l'inflation, en moyenne d'environ 5,7% par an. Pour la

période allant de 1973 à 1979, ce taux s'abaissa à 1,7%. Cette baisse drastique est d'autant plus remarquable que ni les pouvoirs publics ni les Banques centrales ne restèrent inactifs, et qu'ils tentèrent bien plutôt de contrecarrer massivement cette évolution. Si les États-Unis, en premier lieu, et tous les pays de l'OCDE, par la suite, n'avaient pas mené une « politique de l'argent bon marché », et ne s'étaient montrés favorables aux investissements, on aurait assisté à un véritable effondrement de l'économie mondiale. »¹

Ce que décrit ici Lohoff est très clair : dans les années 1970, le surdéveloppement des forces productives, produisit une éviction de la force de travail dans les secteurs productifs essentiels, éviction qui ne fut pas compensée suffisamment par la contre-tendance liée à la réabsorption du travail vivant par d'autres secteurs productifs émergents. Autrement dit, le capital fixe ici, ou travail mort, par son surdéveloppement, minimisa la production de valeur « réelle » par le capital productif, dans la mesure où le facteur de production « créant » « réellement » de la valeur, soit le facteur subjectif (force de travail) fut, proportionnellement, moins mobilisé.

Conséquence : baisse des taux de croissance dès 1973.

Constat : échec du keynésianisme face à cette crise.

Plus loin, Lohoff, entre vraiment dans le détail de ce processus, qui s'enracine dans le système fordiste-keynésien, et se prolonge jusqu'à aujourd'hui :

« Mais, dans les années 1970, des succès très remarquables furent enregistrés, et pas seulement dans la résolution de problèmes superficiels très urgents. Ce qui est encore bien plus frappant, c'est la performance historique tout à fait paradoxale que le système capitaliste mondial parvint à réaliser au cours du dernier quart de siècle: il fit triompher une force productive fondamentalement incompatible avec la poursuite du système de la valorisation de la valeur, sans que cela entraînaît un effondrement immédiat de l'accumulation du capital. Aucun poisson ne s'est encore trouvé bien qu'on versât en permanence de l'acide chlorhydrique dans son aquarium pour y remplacer petit à petit l'eau par l'acide. La troisième révolution industrielle et le triomphe des nouvelles technologies de l'information et de la communication produisent à peu près les mêmes effets, sur le système de la valorisation de la valeur, que l'acide chlorhydrique sur les conditions de vie des occupants d'un aquarium. Certes, le bouleversement technologique associé conduisit à un immense accroissement de la production de richesse matérielle, mais il réduisit en même temps, à la suite de l'éviction massive de la force de travail des secteurs productifs de valeur, les possibilités de créer de la valeur. Malgré cela, pendant toute une période, le capitalisme fut gai comme un pinson dans un environnement hautement toxique pour la valorisation de la valeur.

Comment ce tour de force fut-il accompli durant plus de deux décennies? Comment se fit-il que les symptômes de la crise, qui s'étaient déjà manifestés, eussent pu disparaître à nouveau pendant un temps, alors que la crise fondamentale de la valorisation de la valeur avait progressé souterrainement, et même acquis une nouvelle dimension?

L'analyse des lois spécifiques du développement des titres de propriété (...), livre la clef qui permet de résoudre cette énigme. Le capitalisme est un système qui possède en lui-même sa finalité, qui a pour contenu la transformation de capital en plus de capital. Contrairement aux conceptions économiques et aux enseignements courants de la théorie marxiste positiviste

¹ Trenkle, Lohoff, *La grande dévalorisation*, Troisième partie, p. 228

tronquée de la valeur-travail, cette augmentation du capital n'est aucunement, en fait, nécessairement identique à la valorisation, c'est-à-dire à la production réelle de valeur. À côté de la création de valeur fournie par la production de marchandises d'ordre 1, il existe, avec la production de titres de propriété, une seconde forme de multiplication du capital social global. Le poids et la fonction qui incombent à cette deuxième forme de multiplication du capital, fournie par l'industrie financière au sein du système de production de la richesse abstraite, dépendent de la vitesse à laquelle la production de marchandises d'ordre 2 augmente sur le long terme, et du fait qu'elle s'étende au même pas que la production de valeur, ou qu'elle lui échappe.

Si l'on fait abstraction des variations cycliques, la masse des marchandises d'ordre 2 s'accrut, du temps de Marx, parallèlement au système de la valorisation de la valeur, et son augmentation ne fit que refléter une accumulation de valeur auto-entretenu; elle demeura donc sans grande signification pour le mouvement de l'accumulation globale. Sous le régime fordiste-keynésien, l'accumulation de titres de propriété prit le dessus sur la création réelle de valeur, et elle devint indispensable comme locomotive et aide financière à la production réelle de valeur. Mais à partir du début des années 1980, la production de capital fictif enfila des bottes de sept lieues pour échapper à la production de valeur et lui succéder dans sa fonction de moteur du système capitaliste global. L'accélération de la production de titres de propriété fut tellement formidable que l'accumulation de capital en fonction qu'elle engendra parvint à compenser l'effritement de la base de la valorisation réelle ainsi que la diminution de la production de valeur.

Les grandes poussées d'accumulation du passé s'étaient toujours fondées sur l'investissement de nouveaux champs d'exploitation du travail vivant. Cela débuta avec le cycle du charbon et de l'acier, qui s'ouvrit aux débuts du capitalisme industriel, et se ferma avec le boom de l'après-guerre, qui reposait quant à lui sur le triomphe de la production de masse du fordisme. Mais un nouveau régime d'accumulation, dans lequel la production de titres de propriété a endossé le rôle de l'industrie de base, s'est formé dès les années 1980, en réponse, interne au capitalisme, à la crise de la valorisation de la valeur. Ainsi le rapport, familier au « capitalisme classique », entre capital en fonction et capital fictif a-t-il été mis sens dessus dessous. Dans ce « capitalisme inversé », ce n'est plus l'expansion à long terme du capital fictif qui reflète le développement du capital en fonction, mais bien plutôt la croissance du capital en fonction qui s'est inversée en une variable subordonnée de la croissance du capital fictif. La crise fondamentale de la valorisation réelle de la valeur, qui avait trouvé dans la stagflation des années 1970 son expression manifeste, n'a certes jamais été surmontée, mais elle fut masquée par les effets du décollage de l'industrie financière. Avec la transition vers un « capitalisme inversé » au début des années 1980, le mode de production capitaliste entra dans une phase qui verrait son destin dépendre désormais de la manière dont se développeraient les conditions de production des marchandises d'ordre 2. L'époque du capital fictif avait commencé.

La formation d'un « capitalisme inversé », au sein duquel l'augmentation durable et exponentielle de la nouvelle production de titres de propriété masque la destruction continue de la base de la valorisation, compte en définitive parmi les plus grandes révolutions de l'histoire du capitalisme. On ne peut certes pas saisir directement le développement du capital fictif au moyen des indices économiques habituels; mais la production globale de marchandises d'ordre 2, au cours des vingt-cinq dernières années, s'est échappée de manière tellement formidable de

la production de valeur réelle que l'écart se manifeste malgré tout assez clairement dans les indicateurs économiques usuels. Pour ne retenir qu'un certain type de capital fictif, à savoir le capital-actions, le taux de progression du Dow Jones dépassa ainsi, entre 1982 et 2000, la croissance du PIB américain d'environ un facteur cinq – et ceci bien que fussent directement comprises dans l'indice de référence non seulement de grandes parts de capital fictif produit (par exemple les profits des banques), mais en outre l'accumulation de capital en fonction induite par son accroissement. Et l'explosion du capital fictif s'exprime également dans la progression de la fortune monétaire privée – bien que dans une moindre mesure, cependant. Tandis que le volume de toutes les fortunes monétaires privées correspondait en 1980 encore à peu près à la moitié du produit social mondial, il a augmenté jusqu'en 2005 pour atteindre le quadruple de celui-ci (Deutsche Bundesbank Monatsbericht [rapport mensuel] de juillet 2008.). »²

Lohoff nous explique d'abord que la situation économique qui s'enclenche à partir des années 1970 est *a priori* défavorable pour les capitalistes eux-mêmes. La part du capital variable baissant tendanciellement, au sein du capital productif, au profit d'un surdéveloppement d'une portion du capital constant (travail mort, capital fixe, ou machines), la « création » de valeur « réelle », c'est-à-dire découlant d'une exploitation réelle permettant une plus-value réelle, est de plus en plus compromise. Pourtant nous dit-il, le développement du capital, dans un premier temps, ne semble pas en pâtir explicitement. Dans un contexte de dévalorisation de la valeur « réelle » assez massive, très paradoxalement, le capitalisme semble encore s'épanouir, et les capitalistes eux-mêmes continuent à faire des profits. Cette situation « idyllique » assez étrange se poursuivra pendant deux décennies

Mais Lohoff précise aussi : le capital ici semble se prélasser dans l'élément qui finira par le détruire. Tous les symptômes de la crise sont là, mais ils ne déclencheront la destruction que plus tard, comme une bombe à retardement.

Quel sera cet élément à la fois principe de destruction et principe de retardement de la crise qui permettra aux capitalistes, des années 1980 jusqu'aux années 2000, d'engranger des profits, dans un contexte de dévalorisation de la valeur « réelle », soit de la valeur découlant de l'exploitation du travail vivant ?

Cet élément sera l'accumulation massive de ce que Lohoff appelle marchandises d'ordre 2. Les marchandises d'ordre 2, contrairement aux marchandises d'ordre 1, qui sont des services ou des biens d'usage concrets et matériels (produits par ce que nous appelons « capital productif »), seront des biens immatériels, s'insérant dans la sphère du capital fictif. Elles désignent des titres de propriété, des actions, des obligations, essentiellement, dans notre contexte.

Le surdéveloppement de ce capital fictif permet de compenser la baisse tendancielle du développement du capital productif, ou la baisse tendancielle de la création de valeur « réelle », issue de l'exploitation. Très concrètement, les dirigeants du capital productif auront recours toujours plus au capital fictif pour relancer leur production, et pourront ainsi maintenir des profits certains, mais sur fond d'endettement croissant néanmoins. Au sein de ce néolibéralisme « reaganien », l'industrie financière privée joue finalement le rôle que jouaient les banques centrales ou les pouvoirs publics au sein du keynésianisme antérieur (ces deux systèmes n'étant

² Ibid., pp. 238, 239, 240, 241

pas structurellement si différents, dans la mesure où l'injection de valeur « publique » dans l'économie « réelle » n'est pas moins « fictive » que l'injection de capital fictif privé, si l'on considère que la sphère publique n'exploite pas directement de la force de travail).

A l'époque de Marx, cette tendance à « l'inversion » de l'économie n'existait pas vraiment : capital fictif et économie « réelle » se développaient parallèlement, car le développement encore limité des forces productives n'impliquait pas encore un développement conséquent du capital fictif. Dans le système fordiste-keynésien toutefois, cette tendance commence à s'installer, du fait du boom technologique induit par ce système. Dès les années 1980, avec l'émergence d'une « troisième révolution industrielle », on assiste réellement à un « capitalisme inversé » : le capital en circulation est essentiellement un capital fictif, et le capital productif, susceptible de produire « réellement » de la valeur, est de moins en moins vecteur d'accumulation.

Ce capital « fictif » sera « illusoire », en un certain sens, dans la mesure où il ne « représente » aucune exploitation concrète de la force de travail. Mais il sera aussi bien « réel », dans la mesure où une somme d'argent issue de lui permettra effectivement de se procurer des biens d'usage concrets et consommables. D'où une dissociation qui se montrera nécessairement désastreuse, tôt ou tard.

Les profits patronaux, de leur côté, issus du capital productif, seront également de plus en plus « fictifs », reposant de moins en moins sur l'exploitation. Mais les patrons pourront néanmoins se procurer des marchandises réelles d'ordre 1 avec l'argent de ces profits.

Les profits financiers eux aussi dépendront de moins en moins de la valeur « réelle » « créée » par l'exploitation de la force de travail. Mais les actionnaires pourront néanmoins s'acheter des biens d'usage concrets avec cet argent désignant une valeur « illusoire ».

A ce mouvement de dévalorisation de la valeur « réelle », ou d'inversion du capitalisme productif en capitalisme de plus en plus fictif, correspond, sur le plan monétaire, l'abandon général et final de l'étalon-or dans les années 1970. Une fois que la masse monétaire, ou le capital, n'est plus « connecté » à une marchandise concrète et finie (l'or), il peut se déconnecter complètement de la concrétude limitée de l'exploitation du travail vivant, c'est-à-dire de la source « réelle » de la valeur.

La crise se manifeste une fois que toutes ces dettes accumulées finissent par montrer leur vrai visage : elles ne seront jamais remboursées. Lorsque la valeur « illusoire » accumulée montre son caractère *effectivement* illusoire, la confiance disparaît complètement, plus personne n'investit, l'économie est bloquée. Les marchés financiers s'effondrent, les « bulles » spéculatives explosent, etc. Surproduction tendancielle, chômage de masse, baisse des salaires, austérité, autoritarisme étatique réactualisé face aux luttes sociales et contestations, etc.

Dans cette situation, certains tirent leur épingle du jeu : ceux qui auront su bénéficier antérieurement d'une confiance illusoire, et qui auront su ne pas être ruinés une fois cette confiance ébranlée, dans la mesure où ils auront su faire les « bons placements ». La crise les aura même enrichis. Mais leur situation reste précaire : car l'augmentation de leur fortune reste l'augmentation constante de leur dette. Ils seront vraisemblablement des ruinés en sursis, puisque les valeurs qu'ils amassent sont toujours moins « réelles ».

Mais leur ruine fera aussi celle de millions de gens, toujours plus prolétarisés et précarisés.

Cette interprétation de Lohoff de la crise est magistrale, et évite autant les écueils « marxiste traditionnels » que les écueils des économistes marginalistes-bourgeois.

Mais nous ajouterons un facteur supplémentaire à la baisse tendancielle de la valeur « réelle », facteur qui est décisif dans un contexte lukàscien : ce ne sera pas simplement le surdéveloppement du capital fixe qui produira une grande dévalorisation de la valeur « réelle », mais ce seront aussi les luttes sociales et tensions sociales découlant des ravages de cette dévalorisation, qui aggraveront cette tendance (ou qui devront l'accroître) ; car les individus organisant des luttes sociales bloquent aussi l'économie, menacent encore plus le taux de plus-value en exigeant des meilleurs salaires, en faisant des grèves, etc. Le facteur objectif de la dévalorisation (capital fixe surdéveloppé) ne saurait être compris dans sa complexité, pensons-nous, si l'on ne lui adjoint pas le facteur subjectif (luttes sociales subjectives durcies et multipliées, du fait d'une misère objective et subjective aggravée des prolétaires). Les deux s'inscrivent dans une même logique d'autodestruction, objective et subjective, de la société marchande. Mais le facteur objectif néanmoins sera toujours nécessairement une dialectique négative, une destruction asymptotique et au carré, là où le facteur subjectif (exploités qui luttent), s'il finit par abolir les structures objectives qui font de sa misère une valeur, au fil de ses combats concrets, pourrait bien faire de cette autodestruction une création finalement moins désastreuse, qualitativement nouvelle.

Il faudrait bien tâcher de déterminer un jour, pratiquement et théoriquement, la façon dont le facteur subjectif de l'autodestruction du capital pourrait ne pas s'inscrire dans la négation redoublée de ses facteurs objectifs autodestructeurs, mais devenir toujours plus clairement auto-abolition des structures individuelles réifiées, comme création qualitative, et victoire de la vie sur la mort.

2°. 2. Formule de la circulation du capital fictif dans l'économie dite « réelle »

Essayons maintenant de formaliser tout cela.

S'il on fait abstraction de toute sa sophistication mathématique qui en impose, de tous ses dispositifs institutionnels, politiques et économiques à la fois, archi-complexes, qu'est-ce que le capital fictif, structurellement ? Le capital fictif est, à première vue, la circulation du capital tel qu'il se formule ainsi : A-A'. Le financeur injecte une somme d'argent dont bénéficie un détenteur du capital productif (A), et ce dernier reverse dans le futur à ce financeur une somme qui sera finalement supérieure à la somme initialement injectée (A'). En ce sens, d'abord, on pourra dire que le financeur sera le fétichiste accompli, le fétichiste par excellence : il aura tendance à « croire » qu'il peut faire « travailler » l'argent lui-même, qu'il peut injecter une somme d'argent donnée dans l'économie (A) pour la voir magiquement s'accroître (A'). Avec le financeur, l'argent devient très apparemment une substance autonome qui s'auto-affecte, sans qu'aucune relation sociale ne semble intervenir vraiment (A-A').

Mais certes les choses sont peut-être un tout petit peu plus complexes que cela, quoique pas incompréhensibles. Proposons une description générale et logique, pour tenter d'appréhender le phénomène structurellement. Nous utiliserons à nouveau les termes A, A' et A'', mais en un sens différent de celui qui est induit dans la formule marxienne A-M-A', car il

s'agit d'intégrer à cette formule le rôle que jouera la finance par rapport au capital productif, ce qui implique la distinction de « moments » plus nombreux.

Le financeur injecte donc une somme d'argent dont bénéficie un détenteur du capital productif (A-A) ; ce détenteur du capital productif investit une somme d'argent dans des facteurs, objectifs et subjectifs, de production, somme qui inclut non seulement la valeur « réelle » qu'il aura obtenue via une exploitation passée de force de travail, mais aussi, donc, la valeur avancée par le financeur (A-A-A'-M). La vente des marchandises découlant de cette production permet à l'entrepreneur d'obtenir une valeur supérieure à la valeur initiale, grâce à la plus-value découlant de l'exploitation du travail vivant (A-A-A'-M-A''). C'est ainsi, finalement, que le patron peut reverser la somme d'argent injectée par le financeur audit financeur, en intégrant *a posteriori* une valeur supplémentaire, et en gardant pour lui le reste de la plus-value extorquée. Ce qui nous donne une formule finale assez explicite (mais ici certes très simplifiée, par rapport à la complexité du réel, quoique structurellement valide), formule pour décrire donc très généralement le mouvement de la circulation du capital fictif en tant qu'il participe au procès productif de valorisation.

Si **PF** = profits financiers, et si **PPF** = profits patronaux finaux, alors la circulation du capital « fictif » dans l'économie « réelle » sera :

1. **A** (*argent injecté par le financeur*)
2. **A** (*argent « reçu » par le capital productif*)
3. **A'** (*investissement monétaire total, du capital productif et du capital fictif, dans la production = A+CP (CP = portion d'une plus-value extorquée antérieurement par le capital productif)*)
4. **M** (*facteurs objectifs et subjectifs de production achetés avec A' =MP+IP+FT (matières premières + instruments de production + force de travail exploitée, « créant » une plus-value)*)
5. **A''** (*argent accumulé par le détenteur du capital productif après la vente des produits = A'+PV (PV = plus-value « créée » par FT)*)
6. **A + PF** (*somme d'argent supérieure à la somme initiale investie, reçue a posteriori par le financeur = A''-PPF -CP = A + PPV (PPV = portion déterminée de la plus-value extorquée)*)
7. **PPF** (*argent effectivement « gagné » par le patron = PV - PF*)

On aura donc bien une formule avec des « moments » assez distincts :

« **A_A_A'(A+CP)_M(MP+IP+FT)_A''(A'+PV)_ A + PF (A'' - PPF - CP = A+ PPV) _ PPF (PV - PF)** »

Dans cette formule, naturellement, de nombreuses étapes intermédiaires n'ont pas été prises en compte, et des mouvements de rétroactions extrêmement complexes sont à considérer à chaque moment du processus. La formule est linéaire, mais dans la réalité, c'est une sorte de simultanéité successive, ou de succession simultanée, qui semble se manifester, au sein d'une causalité circulaire et instantanée vertigineuse.

Considérons dans cette formule que, selon le mécanisme de dévalorisation de valeur « réelle » (extorquée au travail vivant), que nous avons quelque peu clarifié, en évoquant la question d'un surdéveloppement du capital fixe, selon ce mécanisme, donc, la somme d'argent « A'' », à un niveau très global, et proportionnellement, a tendance à être toujours un peu « moins supérieure » à la somme A', si bien que la somme **PPF**, finale, sera elle-même, proportionnellement à

l'investissement de départ, toujours moins importante (par-delà tous les mécanismes compensatoires temporaires ou locaux, nous parlons ici de tendances générales, globales et structurelles, qui se révèlent souvent *a posteriori*). Ceci est d'autant plus vrai que nous n'avons pas simplement une baisse tendancielle du taux de plus-value au niveau de la seule production, de la seule exploitation, mais qu'en outre l'augmentation de la masse des produits due aux gains technologiques dans la production, adjointe à la baisse du pouvoir d'achat des salariés ou futurs chômeurs, due à des techniques productives automatiques les rendant plus obsolètes, crée une crise tendancielle des débouchés, dans la sphère de la circulation (les marchandises, toujours plus nombreuses, sont plus difficiles à écouler sur le marché). Cela étant, baisse tendancielle de la plus-value et crise des débouchés, au fond, ne seront pas vraiment deux phénomènes distincts et autonomes, mais sont plutôt un seul et même phénomène, deux faces d'une même pièce, deux façons différentes d'exprimer une même réalité (la dévalorisation de la valeur « réelle »). Au sein de ce procès, les entrepreneurs devront disposer de toujours plus d'argent, pour minimiser les pertes, et engager toujours plus d'argent dans l'investissement de technologies de pointe, qui permettront au travail vivant dépensé d'être plus productif, par-delà sa plus faible part de mobilisation dans la production. Cette contre-tendance n'empêche pas finalement le prolongement de la crise des débouchés, puisque, l'exploitation s'étant faite plus agressive, et les travailleurs s'étant donc appauvris ou ayant perdu leur emploi encore davantage, les masses toujours plus importantes de marchandises réelles ne trouvent plus assez d'acheteurs.

La crise se poursuit indéfiniment, ce qui signifie donc à un niveau très global, aujourd'hui par exemple, qu'elle sera une véritable spirale morbide, entre baisse tendancielle du taux d'augmentation de A''(ou plus précisément de PV), et donc de PPF, crise tendancielle des débouchés, baisse tendancielle du pouvoir d'achat, diminution tendancielle de la part du travail vivant dans la production, baisse tendancielle des salaires, augmentation tendancielle du chômage, crises et luttes sociales tendanciellement durcies et multipliées, dislocation tendanciellement aggravée des activités subjectives salariales, aggravation objective et subjective de la misère générale, législations toujours plus austéritaires et autoritaires, besoin de toujours plus d'argent pour les investisseurs privés, injection de toujours plus de capital fictif dans l'économie dite « réelle », endettement généralisé, privé et public, investissements privés dans des instruments techniques toujours plus « efficaces » dans les divers secteurs productifs, mais toujours dans une même direction unidimensionnelle, chacun de ces éléments renvoyant à tous les autres, la totalité d'entre eux étant incluse dans chacun, au sein de boucles cybernétiques de rétroactions dans lesquelles le causant est causé par tous les éléments qu'il cause, et le causé causant pour tous les éléments dont il est l'effet.

Dans cette affaire, le financeur, ou le capital fictif, pourra apparaître comme un « sauveur », du point de vue du capital industriel ou du capital « producteur de valeur « réelle » » (capital « producteur » appelé aussi, aujourd'hui, cyniquement, économie « réelle », comme si l'exploitation de la force de travail, fondée sur la réification et la *déréalisation* des travailleurs, méritait qu'on la loue implicitement de la sorte). En effet, le financeur est celui qui injecte l'argent qui manque au capital productif pour investir suffisamment dans une production qui sera dès lors « rentable » : il donne **A**. Mais nous avons aussi vu que, puisque les profits patronaux finaux (**PPF**) sont tendanciellement amoindris, en termes de valeur « réelle » (mais certes pas nécessairement en termes de capital fictif), il est nécessaire que le capital issu de l'exploitation par le capital productif (**CP**), tel qu'il sera utilisé pour investir dans la production

future, sera lui-même tendanciellement moins important, proportionnellement. Or, nous avons vu que l'investissement monétaire total dans la production (A') ne comporte essentiellement que deux éléments, à savoir l'investissement du capital fictif (A) et l'investissement du capital productif (CP). Si $A' = A + CP$, et si CP tend à diminuer toujours plus, proportionnellement, du fait d'une baisse tendancielle de PPF , soit de A'' (de PV), alors nécessairement, la part de A augmentera tendanciellement à l'intérieur de la somme A' . Cette tendance s'aggravera du fait que, comme on l'a vu, le patron ne veut pas simplement maintenir les mêmes quantités monétaires dans ses investissements productifs, mais il veut bien plutôt augmenter toujours plus ces quantités, du fait de la spirale infernale qui déploie la logique sans fin des multiples facteurs provoquant les baisses tendancielles de A'' et PPF . Certes, puisque les profits financiers (PF) sont eux-mêmes une portion déterminée de la plus-value (PPV), il semble logique que les exigences des financeurs baissent elles-mêmes (éventuelle baisse du taux de distribution, par exemple), si PV tend elle-même à baisser. Néanmoins cette contre-tendance possible, cette baisse tendancielle possible des taux de distribution, ou des dividendes par action, par exemple, ou encore des taux d'intérêt, ne vient pas contrebalancer le processus structurel de dévalorisation renvoyant au fait que PPF , PV , et donc CP ont des taux qui tendent à baisser : *le besoin d'argent dans cette affaire, dû à une dynamique irréversible et fatale d'autodestruction du capital industriel, devient beaucoup plus important que la capacité de le rendre.*

C'est donc maintenant que le capital financier montre à quel point il est « fictif ». L'argent qu'injecte le financeur (A), qui pouvait découler éventuellement d'une exploitation de force de travail passée lui étant « revenue » (le capital fictif à l'époque de Marx relevait certainement de ce mécanisme, mais cette tendance tend à disparaître dès l'émergence du système fordiste-keynésien, en vertu des causes déjà explicitées), cet argent tend donc à être déconnecté de plus en plus de cette exploitation passée, ayant créé une valeur « réelle », dans la mesure où le financeur, dans un contexte de dévalorisation massive et asymptotique de la valeur « réelle », prête désormais pour que soit rendu un argent déjà prêté par d'autres financeurs (ceci se confirmant encore plus concrètement dès les années 1980) : les exploités eux-mêmes, voyant le taux de PV diminuer tendanciellement, par-delà toutes les contre-tendances déjà évoquées (hausse de la productivité technologique du travail, réabsorption du travail vivant dans des secteurs productifs émergents, etc.), injectent en effet une masse monétaire toujours plus fictive, toujours plus « empruntée » dans l'économie dite « réelle » ; ils « empruntent » toujours plus pour rendre à des « prêteurs » (eux-mêmes endettés d'ailleurs), et non seulement pour investir directement dans la production. Désormais donc, l'argent qu'avance le financeur est une projection vers l'avenir, et plus du tout un argent extorqué « réellement » au travail vivant passé. Le financeur injecte un argent qui doit pouvoir *représenter* l'exploitation d'une force de travail, mais seulement *future*. L'argent qu'il prête, il ne le « possède » plus du tout, mais il n'est qu'une *anticipation* sur une production à venir. Au plus les dettes et les prêts s'accumulent du côté du capital productif, au plus cette tendance du capital fictif à n'être qu'une projection vers l'avenir, à être, précisément, *fictif*, se confirme. Et au plus cette tendance se confirme, au plus le capital industriel s'endette pour créer de la valeur. Si bien qu'une telle projection « formulée » par le capital total devient toujours plus illusoire, impossible à réaliser, impossible à actualiser (le capital industriel devient incapable de produire assez de plus-value, d'exploiter suffisamment les travailleurs, comparativement à son endettement, pour créer la valeur « réelle » qui viendra « réaliser » le

capital fictif avancé). Finalement, donc, un détonateur déclenche une prise de conscience massive, et une crise de confiance, et c'est toute la sphère financière qui s'effondre, qui voit ses « bulles » éclater (cf. juillet 2007, crise des subprimes), créant dès lors une crise de l'économie « réelle » (2008) : chômage de masse, faillites en tout genre, destruction du tissu social, crises et luttes sociales, etc.

Nous voyons alors que la "prise de conscience" du capitalisme signifie sa crise. Et que celle des prolétaires signifie leur lutte : soit l'abolition du système de la crise. Du moins en principe. Car historiquement, hélas, la prise de conscience des prolétaires, ou des individus réifiés ou exclus, précarisés, discriminés, par le système de la valeur, ne s'est pas assez décisivement distinguée de la prise de conscience des capitalistes en ce qui concerne les résultats effectifs de ce qu'elle aura produit en termes de transformation. Historiquement, hélas, la prise de conscience des individus prolétarisés (qui ne sont pas seulement les "ouvriers"), n'a pas su encore dépasser le cadre d'une dialectique négative, d'une destruction de la destruction qui demeure la destruction au carré. Mais la prise de conscience des sujets potentiellement révolutionnaires est aussi un processus, un devenir, un phénomène progressif : et on pourrait, avec un peu plus de confiance dans les possibilités de victoire de la vie sur l'inerte, se dire qu'il existe une marche souterraine, implicite, à travers le progrès d'une misère qui se scandalise d'être misère, vers l'abolition de cette misère, par-delà ses errances et ses détournements.

Précisons maintenant une chose décisive dans cette affaire : nous pouvons remarquer que ce qui vient s'intercaler, comme *un masque*, ou *un voile*, *une obstruction*, entre la valeur augmentée « grâce » à la plus-value (A'') et le profit patronal final (**PPF**) sera précisément le profit financier (**PF**). On peut donc supposer que ce qui fait que les patrons (ou les économistes modernes, qui épousent leur point de vue), ne font pas la distinction entre plus-value et profit, que ce qui fait que les patrons ne voient pas la spécificité du travail vivant exploité comme vecteur de la création « réelle » de valeur, et qu'ils auront recours au travail mort automatisé toujours plus sans reconnaître la tendance autodestructrice liée à ce recours, sera très certainement le capital fictif lui-même, tel qu'il est injecté dans l'investissement productif (**A**). Autrement dit, la finance viendra de fait « sauver » le bateau qu'elle est la première à avoir coulé. *C'est le principe destructeur qui vient prétendre reconstruire ce qu'il a détruit, si bien qu'une telle reconstruction ne pourra être que la confirmation totale de la destruction.*

Le renflouement des banques par l'Etat dans ce contexte, on l'aura compris, est une démarche *absolument obscène* : inutile d'entrer dans les détails, après ce que nous venons d'exposer, le renflouement des banques par l'Etat ne sera bien évidemment qu'un moyen de renforcer l'élément totalement illusoire, fétichiste et destructeur, qui entretient la logique inhumaine du capital « producteur de valeur « réelle » ». L'Etat, en voulant « sauver » l'économie « réelle », accroît en fait le principe de sa déréalisation, produisant très réellement la nécessité toujours déjà prochaine, voire actuelle, du désastre. Car dans les crises, c'est la misère de tous qui s'accroît.

Mais après tout, comme l'explique très bien Léon de Mattis dans son ouvrage de 2012, *Crises* (que nous recommandons), l'Etat lui-même n'est aujourd'hui plus que le principe formel-séparé qui vient se substituer au principe passé de la fixation matérielle de la valeur dans l'étalon-or. L'Etat devient le principe immatériel qui prétend matérialiser la valeur *en tant que déréalisée*, pour mieux confirmer la dissociation en cours et l'inversion définitive entre « réalité » et « idéalité ». La barbarie du métal-or, qui fondait une exploitation « régulée » et « fixe »,

s'est confirmée puisqu'elle s'est transmuée en barbarie étatique-financière, qui régule la dissolution de l'exploitation, la déréalisation de la réification, non pas pour l'abolir, mais pour la barbariser encore plus, tant que les luttes ne viennent pas mettre un terme à la barbarie.

3° Le délire consistant à vouloir « préserver « l'économie dite « réelle »

Il devient de plus en plus clair maintenant que la dénonciation naïve, naïve ou glissante, qui se focalise abusivement sur la seule sphère financière qui se serait « pernicieusement » « autonomisée » (Lordon, « Manifeste des économistes atterrants », Front de gauche, *Fakir*, Attac, Tobin le marginaliste, *Monde diplomatique*, Syriza, Podemos, « Occupy Wall Street », François Hollande, Marine Le Pen[3], Soral[4], etc.) n'a en rien compris l'indissociabilité, au sens cybernétique du terme, de ce qu'on appelle l'économie « réelle », et le capital fictif. La « folie » de la sphère financière, qui ne traduit en rien quelque « malveillance » explicitement intentionnelle de ses « acteurs » (« acteurs » qui ne sont que des « pions », des « rouages » dans la « machine », des personnifications sans qualité, sans détermination subjective positive, et sans « projets » explicitement « immoraux », d'une logique catégorielle quantitative, ou encore même des machines non-humaines – des graphiques sur des écrans - *qui ne font que réagir* aux « mouvements » du « marché »), cette folie donc du capital « fictif » n'est rien d'autre que la *folie* aberrante de l'économie dite « réelle », son autre facette, sans qu'on puisse dissocier les deux. La contradiction de base qui fait que la finance « produit » des ravages renvoie à une contradiction qui existe d'abord au sein de l'économie dite « réelle », au sein de la capitalisation « productive », et c'est celle qui concerne une opposition entre travail mort et travail vivant, et une crise corrélative des débouchés. « Réguler » la finance sans abolir le principe aberrant qui est à la base de l'économie dite « réelle », c'est ne faire que retarder l'échéance de la crise, ce n'est que mettre des pansements sur un corps agonisant, pour que cette agonie, déjà asymptotique, « s'asymptotise » encore toujours davantage. Toute forme de régulationnisme réformiste, ou de néo-keynésianisme, en ce sens, montrera ses grandes limites, et d'ailleurs nous aurons pu voir qu'il n'est en rien viable à long terme (Cf. années 1970).

Le délire des « trente glorieuses » sera ici le délire d'un capitalisme « sain », qui se voudrait « éternel », alors que cette « santé » comme on l'a vu, contenait déjà en elle-même tous les germes de la crise et de la désolation (considérer que ce qui contient déjà en soi-même le principe de la paupérisation de masse des années succédant à la crise de 2008 est quelque chose de « glorieux » relève soit d'un cynisme stupéfiant, soit d'une bêtise absolue, soit d'une naïveté désolante ; cela pourrait revenir à dire, dans un autre ordre d'idées, que les années « folles » (1920's) auraient été elles-mêmes « glorieuses » et « fantastiques », alors que leur insouciance « délurée » apportait avec elle la crise, puis le fascisme, puis la destruction méthodique, les camps de la mort, et finalement le désert nucléaire[5]).

« Protectionnisme », « régulation », « relance », etc., tous ces mots aujourd'hui que nous balancent nos réformistes « radicaux », ne veulent dire qu'une chose très simple : il s'agit avec eux de « sauver » au maximum l'économie dite « réelle » (à un niveau essentiellement national), c'est-à-dire de sauver au maximum le capital « producteur de valeur » qui fonde l'exploitation

et la réification, qui se trouve au sein d'une spirale de dévalorisation réelle absolument destructrice, c'est-à-dire de « sauver » ce qui détruit, ce qui aliène, ce qui est toujours déjà en train de mourir, ce qui la mort elle-même dans la vie.

Nos régulationnistes tardifs, « humanistes » et « pacifistes », donc, défendent la préservation d'une société « sécurisée » ou « sous contrôle », et d'une certaine « santé économique », à moyen terme, ; mais ils ne sont pas pour autant censés, si l'on considère maintenant le long terme, car la « régulation » de la seule finance ne changera absolument rien au fait que la technologisation toujours plus poussée de la production/exploitation, liée à une dynamique productiviste associée à une concurrence irréversible entre capitalistes, rendra toujours plus illusoire et irréaliste la valeur en circulation. En effet, que cette illusion soit régulée par une autre instance illusoire, ne « fonctionnant » que de façon formelle, sans « créer » directement une valeur « réelle » (soit *par l'Etat*, qui n'exploite pas directement du travail vivant, et qui n'extorque donc pas directement de plus-value), ou qu'elle ne le soit pas (finances privées "sauvagement" « déchaînées »), dans les deux cas, nous aurons affaire à deux formes radicales de fétichisme (A-A') qui n'empêchent en rien les crises liées à l'occultation qu'elles impliquent.

Fétichisme « néo-libéral » (Reagan, Thatcher, Sarkozy, UE contemporaine, etc.) ou fétichisme keynésien (Lordon, Friot, Syriza, Podemos, « Occupy Wall Street », Mélenchon, etc.), même combat finalement : il faut sauver le soldat « économie ».

Il est moins difficile de combattre un ennemi explicitement cynique et inhumain (Reagan, Thatcher), donc détestable en lui-même, qu'un bisounours « humaniste » plein de « bonnes intentions » qui pourtant programme méthodiquement l'organisation rationnelle du monde de la destruction et du mensonge (même si certes, il garde apparemment les mains tout à fait « propres », *du moins pour l'instant*). Celui qui combat le cynisme amoral paraît tout de suite très sympathique, et on aura envie de le soutenir. Mais celui qui combat le gentil réformiste « radical » plein de si belles paroles, qui en plus dénoncera avec fougue et courage lesdits cyniques, paraîtra tout de suite assez antipathique, et on aura du mal à le suivre. Pourtant, c'est un seul et même combat qu'il propose : le combat contre les ravages de l'économie, qu'elle soit dite « réelle » ou « fictive », mais qui demeure à la base un délire en soi, une inversion même de la vie, une inversion de la fin (les individus) et des moyens (les choses inertes). Et il sera le premier à être désolé de devoir donc combattre, *mêmement, mais en opérant bien sûr des distinctions nécessaires en termes de responsabilités morales*, les cyniques détruisant au nom de cette abstraction réelle, et les gentils humanistes radicaux dont les belles paroles, hélas, voudront défendre également le principe de cette abstraction réelle. Il aimerait les aimer, les croire, croire au bonheur qu'ils promettent. Mais ce serait se mentir à soi-même. N'est-il pas évident que le désastre qui était dans la bouche de nos plus grands destructeurs de masse sont aussi dans leur bouche (travail, intégration, hygiène, régulation, vagues, épuration, assainissement, peuple, multitude, masses, redistribution, moralisation, etc.) ?

Reaganisme et keynésianisme, ces deux variantes du capitalisme, ont une racine commune. Ils défendent tous deux une même mystification aberrante : *on l'appelle marginalisme* (ou non-distinction entre capital variable et capital constant, non-distinction entre profit et plus-value, non-distinctions liées à la finance comme voile, obstruction, non-

distinctions érigées en « modèle économique » formel totalement incapable de comprendre la réalité concrète sur laquelle il repose).

Reaganisme et keynésianisme : tous deux voudront « relancer » l'économie « réelle » en dernière instance. Le reaganisme n'est pas un suicide volontaire du capitalisme fondé sur l'exploitation. Il est une nouvelle impulsion, implicite et impensée, au sein de l'entrechoquement d'intérêts égoïstes et privés, mais inconsciemment définie comme telle, puisque ces intérêts sont censés « s'harmoniser », pour maintenir les « avantages » de l'exploitation, du point de vue de l'autovalorisation de la valeur, même si les moteurs de celle-ci sont confusément aperçus par lui. Il encadre ou « désencadre » différemment l'extorsion de plus-value, mais c'est en dernière instance cette extorsion *réelle*, dans son *efficacité*, qui l'intéresse implicitement. Ses dérégulations, qui finalement menacent une telle « réalité », n'avaient pourtant pour visée que la persistance de cette « réalité », dans son efficace, même si cette visée restait approximative et globalement aveugle. Les capitalistes connaissent mal le fonctionnement de la valeur, mais ils ne sont pas inconséquents ou suicidaires *explicitement*. Ce dont ils ont besoin (ici, la « réalité » de la valeur exploitée, des « profits »), ils tendent à vouloir le préserver. Et ce avec les outils qu'ils ont. Les capitalistes ne veulent pas *intentionnellement* la dette accumulée qui les ruinera, ni la « déréalisation » constante des valeurs qu'ils possèdent. Ils voudront toujours, de façon latente, promouvoir un système qui leur permettra de maintenir une exploitation rentable qui débouchera sur des profits « réels », à long terme. Mais leurs outils sont structurellement insuffisants, en tant que fétichisants, si bien qu'ils finissent par détruire, contre leurs intérêts, ce qui fait que leurs profits sont « réels » (car ils n'ont pas vraiment aperçu la source de cette « réalité »).

Dérégulations (injections de valeur financière-privée *illusoire* dans l'économie) ou régulations (injections de valeur financière-étatique *illusoire* dans l'économie) ne s'opposent pas, mais se rejoignent au contraire sur la question des finalités : c'est bien l'économie « réelle » qu'il s'agira de « préserver », et c'est bien un échec cuisant, dans les deux cas, qui se manifestera. On dira que les premières se font « au profit » des patrons, là où les secondes se feraient « au profit » du « peuple ». Mais ceci n'est vrai que *relativement, localement, et provisoirement*, puisque nous avons vu que le keynésianisme n'est pas viable à long terme, et qu'il n'est "profitable" réellement qu'aux centres capitalistes, comme les années 1970 l'ont montré : un keynésien au fond aggravera pour le dit « peuple » (des centres urbains) l'illusion d'un capitalisme « vivable », pour que sa misère éclate finalement plus tard.

Nous parlons toutefois ici de vies humaines subjectives et concrètes, il faut bien le souligner, et de nombreux individus ont pensé que la vie dans les sociétés occidentales durant les « trente glorieuses » était très vivable, là où elle est devenue invivable pour beaucoup à partir des années 1980. Il paraît ainsi peut-être malvenu de renvoyer dos-à-dos keynésianisme et néo-libéralisme, en occultant le fait que le keynésianisme a permis à des millions de gens de ne pas crouler tout de suite dans la misère. Mais pour comprendre pourquoi nous pourrions finalement renvoyer dos-à-dos ces deux écueils marginalistes et fétichistes, il faut bien comprendre ceci : un confort temporaire, pour une petite partie de la population mondiale, reposant sur une misère plus globale, et ne rendant pas impossible en outre la misère future des enfants de cette petite partie de la population, n'est en fait en rien un confort, une « chance », quelque chose qu'il faudrait valoriser. Si un individu se rend compte que tout le bonheur qu'il a vécu jusqu'à aujourd'hui était en fait le germe de son plus grand malheur, et celui de toutes

les personnes alentour, lorsqu'il aura pris conscience que ce bonheur n'était qu'une illusion, et qu'il le constatera dans la réalité, va-t-il vouloir retourner aux conditions de ce bonheur factice et cruel, d'autant plus cruel que la destruction qu'il favorise toujours déjà de façon latente le rend, *a posteriori*, totalement faux, creux, le prive de tout ce qu'il avait de « positif », dans la mémoire, et l'abolit comme bonheur, fondant une amertume insupportable, jusqu'à la mort progressive puis finale ?

En outre, si l'on considère ici que le mot « réelle » dans économie « réelle » signifie extorsion *réelle* de plus-value par un système impersonnel capitaliste, alors on verra que cette distinction fallacieuse entre « néolibéralisme sauvage et patronal » et « keynésianisme humaniste et populiste », finit par se dissoudre complètement : car ce seraient bien, si elle était possible, dans les deux cas, ces capitalistes, qui bénéficieraient, *en dernière instance*, de cette persistance d'une économie dite « réelle ». Dans le premier cas (néo-libéralisme), ils imposeront leurs exigences de façon apparemment "dictatoriale", mais, dans la mesure où ils auraient une courte vue (quête des profits à court terme), et n'auraient pas de vision globale (atomisation des propriétaires privés égoïstes en concurrence), ils tendront à détruire assez rapidement le système qui les rend pourtant « riches » (1973-2008). Dans le second cas (keynésianisme), ils tendront à boudier quelque peu, car ils se sentiront lésés, mais le régulationniste légiférant, influencé par des « experts » « compétents », au sommet de l'Etat bourgeois, pourra leur expliquer, de façon bienveillante et « avertie », en tant qu'individu croyant avoir une vision plus désintéressée, plus globale, et croyant considérer les choses à plus long terme (il n'est pas lui-même un "patron égoïste" "aveuglé" par la soif des profits immédiats), qu'il ne fait là qu'aller dans le sens de leurs intérêts les plus profonds, puisqu'il maintiendrait en vie plus longtemps la possibilité de faire des profits « réels » (bien évidemment il se trompe ici, mais nous aurons simplement vu que son projet est bien aussi d'offrir *des conditions d'exploitation agréables et durables* pour les existence capitalistes).

Le keynésianisme néanmoins, même du point de vue des intérêts capitalistes, montre finalement ses limites, répétons-le à nouveau. Les années 1970 sont là pour le rappeler. Si bien que l'économie en général, qui veut sans cesse préserver sa « réalité », oscillera en permanence entre deux tendances également précaires de ce point de vue, et également destructrices en dernière instance : régulation (Etat-Providence), dérégulation (libre-échange « sauvage »), régulation, dérégulation, etc., indéfiniment. Avec, en arrière-fond donc, un principe autodestructeur non aperçu, qui rend caduques ces deux tentatives de maintenir en vie le capitalisme : le principe d'une contradiction asymptotiquement renouvelée entre travail mort et travail vivant, fondant une dévalorisation asymptotique de la valeur « réelle » : baisse tendancielle du taux de plus-value, et donc du taux de profit « réel ».

Mais précisons une chose maintenant assez importante : pour rendre le propos compréhensible, et le formuler dans le langage d'aujourd'hui, nous nous sommes à travers cette analyse délibérément auto-mystifiés : nous avons parlé de « néo-libéralisme » « reaganien », de « dérégulations », qui viendraient éventuellement s'opposer à un protectionnisme national. Mais cette distinction est une fausse distinction, si l'on prend en compte le fait que la « finance » n'est pas un élément indépendant et extérieur aux autres éléments du système, et que nous avons affaire à une totalité cybernétique. La dérégulation de la finance suppose une régulation systématique et agressive, par le politique étatique, de secteurs stratégiques différents (austérité, sécurité, défense, flux commerciaux, etc.). Les Etats nord-américains des années 1980, par

exemple sont radicalement protectionnistes, sur la question des « flux migratoires », des « flux commerciaux », etc., et régulent massivement l'économie en ce sens. Le « néo-libéralisme » n'est qu'un mythe, n'a jamais existé, il repose sur l'illusion, marginaliste, selon laquelle la finance serait le secteur le plus stratégique de la régulation "publique", en tant qu'isolé, alors que le système économique-étatique comprend une multitude d'éléments qui renvoient tous aux autres, cybernétiquement parlant. Si l'on accepte que le keynésianisme, dans l'esprit, et non pas forcément selon la lettre, est l'idée très générale d'un interventionnisme étatique à tous les niveaux, déterminant le « marché » et l'économie, alors nous pouvons dire que, depuis le système fordiste, nous n'avons pas quitté le keynésianisme. Nous parlons en fait d'une seule et même logique lorsque nous évoquons Reagan ou le "régulationniste" altercapitaliste, etc., même si elle s'applique sur des secteurs différents, et même si celle du régulationniste, temporairement et localement, crée apparemment moins de destructions, dans un océan de misère qui de toute façon perdure, tant qu'une transformation structurelle et radicale de l'existant ne s'opère pas.

Hayek à ce titre, croyant à un Marché sans Etat, puis Jean Vioulac après lui (un altercapitaliste-philosophe), croyant que le capitalisme serait un « totalitarisme sans Etat », sont totalement auto-mystifiés. Ce dernier, qui devrait être critique, n'aide en rien à démontrer méthodiquement le discours de nos « néo-keynésiens », qui en fait défendent ce qui a toujours existé depuis Ford et Taylor, et même structurellement, au sein de la modernité capitaliste.

Note : à propos de la baisse tendancielle du taux de profit « réel »

Concernant maintenant la question de la baisse tendancielle du taux de profit, qui est en fait notre préoccupation majeure ici, thèse marxienne qui reste centrale au sein de notre modernité tardive, un économiste « sérieux » aujourd'hui (donc marginaliste) vous dira que ce n'est qu'un conte de fée. Expliquons-lui qu'il se trompe. Nous montrerons également, indirectement, sans entrer plus dans les détails, que Keynes, qui croyait peut-être lui aussi anticiper pour l'empêcher cette baisse tendancielle, n'aura en fait pas compris ses mécanismes profonds, en restant trop focalisé sur la question des débouchés, et non sur la question du développement du capital fixe, et qu'il aura de ce fait proposé des « recettes » structurellement insuffisantes, même selon ses propres critères (pernicieux) "altercapitalistes".

Le marginaliste, comme on l'a vu, produit un paradigme formel-fétichiste où sont confondues valeur et valeur d'usage, mais aussi capital variable et capital constant. C'est bien le surdéveloppement moderne du capital fictif, masquant *a priori* l'origine de la création de valeur « réelle » (exploitation du travail vivant), et inversant progressivement la dynamique du capital industriel à partir de l'émergence du système fordiste-keynésien, qui est à l'origine de cette confusion (et le marginalisme se développera d'ailleurs avec force au fil de la confirmation de cette inversion, en tant qu'idéologie d'une auto-mystification bourgeoise se confirmant toujours plus). Le marginaliste, autrement dit, ne perçoit plus du tout le fait que c'est l'exploitation du travail vivant qui permet la « création » de valeur « réelle ». Il dissout de le principe de l'augmentation de la valeur « réelle » dans le principe de l'accumulation du capital, alors que ces deux procès sont très différents.

Il y aura deux façons de concevoir le profit : soit l'on considère que le profit est un mixte de capital fictif et de capital productif, sans vraiment cerner la distinction essentielle entre ces deux

éléments organiques du profit, et sans donc pouvoir distinguer efficacement capital constant et capital variable au sein du capital productif, soit la part de valeur « réelle » dans le profit, et alors, effectivement, dans ce cas précis, on ne saurait constater une baisse tendancielle d'un tel « profit », qui effectivement ne baisse pas tendanciellement, mais alors en tant qu'il est essentiellement « irréel » (annonçant la ruine future de celui qui le fait, puisqu'il est avant tout constitué de dettes) ; soit l'on considère que le profit « réel », « effectif », celui qui n'est plus constitué de dette ou de capital fictif, ou de capital fixe « magiquement » ou illusoirement producteur de valeur, renvoie essentiellement à la part de valeur « réelle », découlant de l'exploitation d'un travail vivant, qu'il contient. Et dans ce cas très précis, la baisse tendancielle de ce profit « réel » est irréfutable, puisque toutes les crises sociales, économiques, financières, se développant depuis l'émergence du système fordiste-keynésien sont les preuves les plus criantes et les plus explicites de cette baisse tendancielle (qui renverra essentiellement à la baisse tendancielle de la plus-value, donc, chose que ne voient pas les idéologues aliénés par le fétiche-argent).

Les économistes « sérieux », aujourd'hui, en bons marginalistes, considèrent que le profit « réel » correspondrait à la première définition, totalement confuse et indifférenciée, fétichiste et clivée, que nous avons proposée. Leur « sérieux » donc se résume à la bêtise savante de mathématiciens qui ne seront pourtant pas plus « cartésiens » que des adorateurs de totems (ces derniers n'ayant néanmoins pas la stupidité de prétendre à quelque « rationalité » crétine et impensée, et n'étant pas non plus assez fous pour déployer des concepts mathématiques d'une complexité infinie pour exprimer leur adoration mystique face à l'inerte).

Ceci étant donc dit, contre Thomas Piketty, qui aura cru pouvoir réfuter la thèse de la baisse tendancielle du taux de profit « réel », avec ses outils inadéquats (*Le capital au XXI^{ème} siècle*). Piketty, ce doux rêveur qui n'a absolument aucune base en « économie » : car tout discours « sérieux » sur l'économie n'est jamais qu'une critique radicale de l'économie, qui suppose un minimum de base philosophique, dans la mesure où tout ce que l'on appelle « économie » « scientifique » est une série de mystifications aberrantes en vue de la destruction réelle. De la même manière, ce ne sont pas les astrologues qui diront les choses les plus intéressantes sur le ciel, les astres, le fonctionnement réel du monde cosmique, mais bien ceux qui critiqueront l'astrologie, et qui pourront dès lors avoir un rapport actif et réfléchi, intelligent et impliqué, au monde.

Un simple fait suggère que Piketty est à côté de la plaque : il ne distingue plus vraiment la thèse keynésienne de la baisse tendancielle du taux de profit (qui cible essentiellement la crise des débouchés, un effet superficiel) et la thèse marxienne de la baisse tendancielle du taux de profit « réel », découlant de la baisse tendancielle du taux de plus-value. Sur ces bases, il ne peut plus vraiment exprimer des propos clairs et distincts. Il est dans l'impasse.

Il y a une chose que des sinistres individus comme Piketty ne comprennent pas : cette baisse tendancielle du taux de profit « réel » dont Marx aura parlé, ils ne vont bien sûr pas l'admettre, puisque leurs outils descriptifs mathématiques sont incapables de l'appréhender ! La limitation *a priori* de leur perspective conditionne leurs outils descriptifs de telle sorte qu'ils réfuteront *a priori* ce qu'ils ont déjà réfuté en employant de tels outils imparfaits. Ils seront semblables au sot qui vous reprochera de ne pas partager sa sottise, de ne pas être aussi limité que lui, et qui se moquera de vous, de façon assez inepte, lorsque vous lui direz que la terre est ronde. Et cette tautologie désolante fonde leur « sérieux » et leur « expertise » !

Nous ne parlons pas là d'enjeux simplement théoriques (il n'y a qu'un « économiste » pour croire que ce qu'il fait est simplement théorique : il devrait savoir pourtant qu'il organise aussi pratiquement la destruction, en mobilisant sans conséquence des "abstractions" qui sont bientôt matériellement produites). A vrai dire, cette baisse tendancielle du taux de profit « réel » a un autre nom, beaucoup plus explicite : dévalorisation toujours plus constante et aggravée des individus réels, précarisés par le régime de la valeur, précarisation toujours plus intense de leur situation, crises toujours plus brutales, mutilant et volant leur vie. Sous cette forme, la « théorie » de Marx est très évidente, et pour l'individu assigné négativement, prolétarisé, exclu, précarisé, lui-même, avant toute chose. On pourra donc traduire les propos de Piketty, « réfutant » la notion de « baisse tendancielle du taux de profit », désormais explicitement obscènes, de la sorte : « Le capitalisme tardif, nous dit Piketty, est un rêve éveillé pour tous les individus du monde, à un niveau très global, lesquels voient en effet leurs conditions de vie et leur réalité toujours plus prises en charge et toujours plus améliorées, grâce à une exploitation toujours plus efficace, satisfaisant également les capitalistes ; le système devient toujours plus vertueux et humain, et les quelques centaines de millions d'individus exploités ou appauvris des pays « en voie de développement » ont vu leur sort amélioré, grâce à l'injection toujours plus massive de capital fictif, et grâce à la réification toujours plus constante de leur activité. Une réforme fiscale totalitaire permettra de faire de ce monde, définitivement, un paradis ».